

DISSUASION NUCLEAIRE, OTAN, EUROPE DE LA DEFENSE

Rappels historiques

Pendant une longue période qui de 1947 à 1991 opposa dans une guerre froide le bloc de l'Ouest dirigé par les Etats-Unis et le bloc de l'Est d'obédience communiste que fut l'URSS, l'Europe a vécu sous la menace permanente que les forces du Pacte de Varsovie ont fait peser sur elle. La chute du mur de Berlin et la fin de l'URSS actée par Gorbatchev ont remodelé le paysage géographique de notre continent le laissant penser qu'il était de nature à garantir une paix durable jusqu'à encourager des représentants politiques à annoncer qu'il était grand temps d'en toucher les dividendes et d'orienter les budgets de défenses vers d'autres priorités.

La stratégie de dissuasion nucléaire mise en place pendant la guerre froide a sans aucun doute maintenu les forces soviétiques au-delà de l'Elbe. Lors des négociations conduites avec l'Aérospatiale à la fin des années quatre-vingt-dix, afin d'ouvrir à la Russie notre champ de tir de Kourou à ses Soyouz, des responsables militaires de ce pays qui avaient vécu cette période tendue, nous ont déclaré qu'ils avaient renoncé à lancer leurs divisions blindées vers l'Ouest à cause de la dissuasion nucléaire de l'Otan mais aussi celle de la France dont l'indépendance d'emploi vis-à-vis des Américains, était de nature à accroître leur sentiment d'incertitude

D'un côté comme de l'autre, nous avons eu des personnalités politiques dont les comportements responsables sont restés dans le droit fil de ce que Pascal Boniface a écrit dans son livre « Vive la bombe » mais aussi du général Gallois, auteur de la dissuasion nucléaire du faible au fort, à savoir que le nucléaire rendait raisonnables ceux qui le possédaient. Les deux camps avaient de toute évidence, pris conscience que l'atome n'était pas une arme de conquêtes extérieures, mais empêchait toute atteinte aux intérêts vitaux que l'on entendait protéger. Tout emploi de cette capacité redoutable ne ferait que des vaincus et laisserait une Terre vitrifiée par les puissantes têtes thermonucléaires, sans aucun rapport avec celles utilisées lors des frappes sur le Japon. Il n'y a aucune raison pour que cela change avec les nouveaux dirigeants y compris dans la Russie actuelle.

Depuis 1945, aucun conflit n'a opposé directement les puissances nucléaires en évitant ainsi, toute déflagration mondiale. Les deux blocs se limitèrent à s'opposer indirectement en soutenant logistiquement leurs alliés respectifs en leur fournissant des armements conventionnels et des munitions, comme nous le constatons encore aujourd'hui en Ukraine. Certains, en France, estiment à tort que cette guerre est un échec de la dissuasion nucléaire, alors que ce pays agressé par la Russie, ne faisant pas partie ni de l'OTAN ni de l'UE, a dû, à la demande expresse des Américains, renvoyer vers la Russie tous ses armements nucléaires mis en place à l'époque soviétique.

Les Européens, en signant le traité de Lisbonne le 13 décembre 2007 et entré en vigueur le 1er décembre 2009, confiaient la défense de l'Europe à l'OTAN. Ils vivaient ainsi dans la certitude qu'ils pourraient compter, quoiqu'il arrive, sur les Américains et leur nucléaire pour voler à leur secours, et en conséquence, pouvaient se dispenser d'augmenter leur budget de défense. Telle l'Arlésienne dont on parle toujours mais sans jamais la voir, la Défense européenne assurée par les Européens eux-mêmes, restait cantonnée dans un avenir lointain qui telle la ligne d'horizon recule au fur et à mesure qu'on avance. Le 14 juin 2021, les dirigeants des pays membres de l'OTAN, ont adopté l'agenda 2030 inscrivant une action plus offensive que défensive de

l'alliance, dans une perspective mondiale incluant la Chine définie comme une menace. L'OTAN a établi des liens avec des pays de la région Asie-Pacifique, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande et Corée du Sud, pour partager les défis communs posés par l'Empire du Milieu. Ces nouvelles orientations seront sans aucun doute, de nature à encourager Donald Trump à maintenir cette alliance précieuse en termes d'influences politique et commerciale, même si son centre de gravité se déplace vers l'Est, tout en vendant ses systèmes d'armes pour le plus grand bénéfice de son industrie d'armements.

Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une situation délicate résultant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La guerre est revenue à nos portes. Nous fournissons argent et équipements militaires prélevés dans nos armées. L'élection du nouveau président des Etats-Unis, dont les déclarations imprévisibles et incontrôlées sont de nature à nous interroger sur les conséquences d'un éventuel retrait de l'OTAN de l'Europe. C'est la panique dans les gouvernements qui demandent à leurs industries d'armements de produire immédiatement tout ce dont ils ont besoin, oubliant que ces dernières n'ont pas maintenu leurs chaînes de production en l'absence de contrats et ont réorienté leurs compétences vers des activités plus rentables. Quant aux armées, il leur est demandé d'augmenter leurs effectifs, alors que, au nom des dividendes de la paix, elles ont été épuisées par diverses restructurations, réorganisations, dissolutions de régiments et de bases aériennes, abandons d'infrastructures qui ont été vendues. Il faut bien entendu, pour remonter en puissance, trouver de l'argent pour relancer nos industries, revoir notre modèle d'armée, recruter et former des cadres, construire des casernes, rouvrir des bases aériennes, pour répondre aux nouveaux besoins. Tout ceci, ne se fait pas sur un simple claquement de doigts et en conséquence il faudra du temps, beaucoup de temps pour obtenir tout ce qui est nécessaire.

Dissuasion nucléaire française

Les dernières déclarations du Président Emmanuel Macron, viennent de mettre à disposition de l'Europe la dissuasion nucléaire française qui jusqu'à présent était purement nationale, avait pour vocation de protéger notre indépendance et notre souveraineté quand nos intérêts vitaux étaient en jeu. Dans le droit fil de cette proposition qui devrait être validée par un accord de l'Assemblée Nationale et du Sénat, il vient d'annoncer, lors de son déplacement sur la Base Aérienne de Luxeuil, la création de deux nouveaux escadrons de Rafale à capacité nucléaire.

La France a progressivement déployé par ses propres moyens et sans aucune aide extérieure, sa dissuasion nucléaire, ses systèmes d'armes en alerte permanente, grâce aux compétences de la Délégation Générale pour l'Armement, de ses ingénieurs du CEA/DAM (Commissariat à l'énergie Atomique/ Direction des Applications Militaires), de ses entreprises, Aérospatiale, Dassault Aviation, Matra, constructions navales et tous les nombreux sous-traitants. Sans oublier, bien entendu, les équipages de notre Armée de l'Air et de la Marine qui ont consacré une grande partie de leur vie opérationnelle, pour les premiers en alerte continue, en bout de piste, au pied des avions armés de l'arme nucléaire, prêts à décoller, d'autres aux postes d'officiers de tir de nos missiles du Plateau d'Albion et pour les seconds dans nos SNLE en plongée. Tous méritent une reconnaissance de la Nation pour avoir été les acteurs essentiels du maintien de la paix.

La composante Air-Sol, sous le commandement des FAS (Forces Aériennes Stratégiques), a pris sa première alerte en 1964, sans aucune interruption jusqu'à aujourd'hui, d'abord avec les premiers Mirage IV A, armés de la bombe nucléaire AN22, remplacés par les Mirage IV P

modernisés adaptés au missile supersonique à moyenne portée ASMP, auxquels succéderont les Mirage 2000N et enfin les Rafale Air et les Rafale Marine embarqués sur notre porte-avions, équipés de l'ASMP-A, le missile supersonique à longue portée. La composante Air était ravitaillés en vol par des C135FR de fabrication américaine puis aujourd'hui par des Airbus 330 MRTT.

La composante océanique, sous le commandement de la FOST (Force Océanique Stratégique) assura en 1971 sa première patrouille avec un SNLE (Sous-marin nucléaire lanceur d'engins), équipé du missile balistique M1, dont la portée limitée le condamnait à patrouiller soit en méditerranée, soit en mer du Nord pour rester à bonne distance de ses objectifs. Très rapidement, les versions suivantes M 2, M 20 ont apporté des améliorations sensibles jusqu'aux versions M4, M45, et actuellement M51 emportant des têtes multiples de plus en plus furtives accompagnées d'aides à la pénétration dont des portées considérablement augmentées permettaient, en « donnant de l'eau » aux SNLE NG de nouvelle génération, de patrouiller en toute sécurité dans les immensités maritimes et de tirer à tout instant leurs missiles balistiques sans avoir besoin de faire surface.

La composante Sol-Sol, elle aussi sous le commandement des FAS, fut installée sur le Plateau d'Albion en 1971 jusqu'à son retrait en 1996 décidé par Jacques Chirac. Elle sera elle aussi, modernisée régulièrement en augmentant progressivement sa portée et la puissance de sa tête nucléaire. Le président François Mitterrand soucieux de maintenir cette composante, avait demandé à l'Aérospatiale d'étudier la faisabilité d'y installer le tout nouveau missile M51. Il avait été démontré que cela était possible sans avoir besoin de modifier les silos. Malheureusement, Jacques Chirac, estimant que cette composante était inutile, conforté par l'Armée de l'Air, a décidé de fermer le Plateau d'Albion.

Néanmoins, les deux composantes restantes garantissent le maintien d'une dissuasion crédible tout en répondant aux critères de juste suffisance, tenant une alerte permanente dont le niveau est adapté à la situation internationale, comme c'est le cas actuellement avec la guerre en Ukraine, qui justifie la décision du gouvernement d'augmenter le nombre de SNLE NG en patrouille.

Défense européenne ou défense de l'Europe ?

Les annonces de Donald Trump sur l'éventualité, à confirmer, d'un retrait de la présence américaine dans la défense de l'Europe, ont déclenché des mouvements de panique parmi les Européens qui s'étaient endormis avec la certitude de pouvoir compter sur leur fidèle allié d'Outre Atlantique pour venir les défendre militairement. Certains brandissent encore la menace d'une armée d'invasion russe défilant sur les Champs Elysées, rappelant les heures les plus sombres de notre Histoire. Les mêmes ne semblent pas se rendre compte que trois ans après le début de la guerre, cette même armée russe, subissant des pertes humaines importantes nécessitant de recruter des soldats Nord-Coréens, n'est pas arrivée à aller au-delà des territoires conquis à l'Est de l'Ukraine.

La nécessité d'une défense européenne que la majorité des membres de l'UE toisait de haut avec mépris, redevient un sujet d'actualité. On veut donner la priorité à notre industrie d'armement alors que les équipements militaires venant actuellement des Etats-Unis représentent 60 % des importations, en particulier le système de défense anti aérienne Patriot et 500 avions de chasse F35 commandés par 9 pays européens dont 150 sont déjà livrés. La

présidente de la commission vient de trouver 800 milliards d'euros peut-être dans une nouvelle grotte d'Ali Baba, les Allemands rajoutent 100 milliards au bénéfice de leur défense. Une manne financière que Donald Trump doit regarder avec gourmandise en pensant que l'Otan est bien utile pour les affaires. Cet argent pourrait servir, en attendant la remise en ordre de marche de notre industrie d'armements, à payer les commandes déjà passées aux Etats-Unis et peut-être le futur avion de combat F47, qui vient d'être dévoilé par Donald Trump comme étant le plus meurtrier n'ayant jamais existé, et qui sera proposé à ses alliés avec une diminution de 10% de ses performances ! Quel affront public pour tous ceux qui souhaiteraient l'acquérir, dans la suite logique du F35. Espérons que les européens compétents dans ce domaine, déjà présents chez Dassault et Airbus, arriveront à se mettre d'accord pour développer en commun leur propre programme.SCAF. On peut toujours rêver !

La France de son côté, a voté en 2024 sa loi de programmation militaire 2024/2030 portant sur 413 milliards d'euros, avec une première annualité de 47 milliards d'euros s'élevant progressivement jusqu'à 69 milliards d'euros en 2030. L'Assemblée Nationale accordait une très large majorité, 408 voix pour et 87 contre, tandis que le Sénat recueillait 324 pour et 17 contre. Il est prévu pour la dissuasion nucléaire qui représente 20% de dépenses consacrées aux équipements militaires, le développement d'un SNLE de 3^{ème} génération emportant une évolution du M51 et pour la composante pilotée, un missile air-sol de nouvelle génération. Le Ministre des Armées souhaiterait augmenter la dernière annuité à 90 milliards d'euros portant ainsi l'effort de défense à 2.6% du PIB.

Au lieu de parler de défense européenne qui est un sujet d'avenir et que le restera longtemps, ne serait-il pas plus réaliste d'envisager la défense de l'Europe en s'appuyant sur des coopérations entre Nations souveraines à l'instar de ce qui existe déjà depuis 2010 avec l'accord de défense franco-britannique signé par Nicolas Sarkozy et David Cameron qui ayant acté de leurs similitudes en matière de capacités militaires, de moyens interarmées projetables, mais aussi d'autonomie de renseignement, leur permettent d'agir ensemble y compris dans le domaine nucléaire dans lequel, les Britanniques, malgré leur missile balistique Trident 2 D5 américain embarqué dans leurs SNLE, gardent une capacité indépendante de décision d'emploi. Cet accord, malgré le Brexit, a été confirmé par Florence Parly, Ministre de la Défense et son homologue britannique, Ben Wallace.

Gal (2S) Jean MENU

24/03/2025